



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2022-2023

DS/CSC

P.V. CSTRIPA 03

Commission spéciale « Tripartite »

Procès-verbal de la réunion du 27 octobre 2022

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 30 septembre et du 18 octobre 2022
2. 8087 Projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
3. 8088 Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
4. Divers

*

Présents : M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. François Benoy, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, M. Max Hahn (remplaçant M. Arendt Guy), Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
M. Claude Turmes, Ministre de l'Energie

M. Marco Hoffmann, du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Jessica Greenwood, M. Pierre Lammar, M. Claude Sibenaler, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Mme Liz Reitz, du groupe parlementaire déi gréng

M. Dan Schmit, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Guy Arendt, M. Sven Clement, M. Marc Spautz

Mme Myriam Cecchetti, observateur délégué

*

Présidence : M. Gilles Baum, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 30 septembre et du 18 octobre 2022

L'approbation des projets de procès-verbal sous rubrique est reportée à une prochaine réunion.

2. 8087 Projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

❖ **Désignation d'un rapporteur**

➤ *Le Président de la Commission spéciale, M. Gilles Baum (DP), est désigné comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.*

❖ **Présentation de Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

Le Président de la Commission spéciale invite Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration à présenter le projet de loi sous rubrique.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen, explique que le projet de loi met en œuvre une des mesures retenues dans le cadre du Comité de coordination tripartite telle que revendiquée par l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (ci-après « l'UEL »).

Plus précisément, le projet de loi vise une participation financière de l'État aux surcoûts de l'énergie auxquels font face les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres psycho-gériatriques agréés, pour la période du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023. En contrepartie, les organismes qui décident de vouloir bénéficier d'une telle participation financière s'engagent à ne pas augmenter les prix d'hébergement et de jour au sein de leurs structures.

Le projet de loi est estimé engendrer des dépenses à hauteur d'approximativement 8 millions d'euros. L'oratrice insiste cependant sur le fait que les prévisions effectuées sont approximatives et que plusieurs facteurs – dont notamment l'évolution des prix de l'énergie – sont susceptibles d'impacter ce montant.

❖ **Échange de vues**

M. Gilles Roth (CSV) aimerait connaître la position de Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration quant à l'avis de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins

(ci-après « la COPAS ») relatif au projet de loi sous rubrique. En particulier, l'orateur aimerait obtenir des informations concernant la prise en considération d'autres augmentations de prix telles que celles des entreprises de nettoyage ou encore des prix des produits alimentaires.

Mme Corinne Cahen signale à la Commission spéciale qu'elle aura une entrevue avec les représentants de la COPAS pour mener un échange de vues sur le projet de loi et les critiques formulées dans l'avis précité et indique ne refuser aucune discussion relative aux revendications de la COPAS. Cependant, l'oratrice met en évidence qu'une prise en charge des surcoûts des aliments n'a jamais été revendiquée lors des réunions du Comité de coordination tripartite pendant lesquelles la COPAS a été représentée par l'UEL.

En ce qui concerne les coûts liés à l'indexation automatique des salaires, il y a lieu de rappeler que des augmentations visant à tenir compte de telles indexations resteront possibles.

Suite à ces explications, M. Gilles Roth (CSV) note la volonté du Gouvernement à rechercher le dialogue avec la COPAS et souhaite que Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration revienne informer la Commission spéciale sur les résultats de ces discussions.

L'orateur souligne qu'il y a lieu de s'assurer du fait que les organismes exploitant les différentes structures visées par le projet de loi, ne font pas des économies au détriment des pensionnaires.

En ce qui concerne les revendications de la COPAS, M. Max Hahn (DP) fait état d'une entrevue avec cette dernière dans le cadre de la préparation du rapport relatif aux projets de lois n^{os}8080 et 8081. Lors de cette entrevue, la COPAS a exprimé des soucis face à l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Se référant à des affirmations de la vice-présidente de la COPAS dans les médias¹, critiquant l'intervention dans la politique des prix des différentes structures, M. Mars Di Bartolomeo s'interroge sur l'ambiance du dialogue entre le Gouvernement et la COPAS.

Mme Corinne Cahen indique que les discussions avec la COPAS se déroulent généralement de manière constructive. Habituellement, le Gouvernement ne participe pas financièrement à la gestion courante des différents organismes. En ce sens, le projet de loi sous rubrique constitue une exception. L'oratrice estime que le Gouvernement peut légitimement demander une contrepartie lorsqu'il accorde un tel support aux organismes. En outre, il y a lieu de rappeler que la décision de bénéficier de cette participation financière et de s'engager par conséquent à renoncer aux augmentations des prix précités appartient intégralement aux organismes concernés.

3. 8088 Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

❖ **Désignation d'un rapporteur**

➤ *Mme Josée Lorsché (déi gréng) est désignée comme rapportrice du projet de loi sous rubrique.*

❖ **Présentation du projet de loi par M. le Ministre de l'Énergie**

M. le Président invite M. le Ministre de l'Énergie à présenter le projet de loi sous rubrique.

¹ <https://www.rtl.lu/radio/invite-vun-der-redaktioun/a/1983102.html>

Le Ministre de l'Énergie, M. Claude Turmes, revient sur les principales dispositions du projet de loi. Pour le détail de cette présentation, il y a lieu de se référer au document annexé au présent procès-verbal.

Le projet de loi vise à limiter l'augmentation du prix du gaz facturé aux consommateurs finals à 15 pour cent par rapport au prix de septembre 2022 pour la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023. Le prix maximal est déterminé en prenant le prix moyen facturé par les trois fournisseurs de gaz, tenant compte de leurs parts de marché respectives.

La différence entre ce prix plafonné et le prix réel est pris en charge par l'État.

Le projet de loi détermine également les modalités selon lesquelles les fournisseurs introduisent leurs demandes relatives à la participation financière. Il est également précisé que les paiements par l'État doivent être effectués dans de brefs délais, ceci dans un souci d'éviter des problèmes de liquidité auprès des fournisseurs.

Enfin, M. Claude Turmes met en évidence que les fournisseurs de gaz doivent effectuer leurs achats de gaz avec un professionnalisme adéquat.

À ce titre, il y a lieu de relever que l'Institut luxembourgeois de Régulation est doté de compétences pour infliger des sanctions à l'encontre des fournisseurs qui ne respectent pas les dispositions du présent projet de loi.

❖ **Présentation concernant le marché de gaz naturel et la détermination des prix**

À la suite de la présentation du projet de loi, un représentant du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire fournit des informations sur le marché de gaz naturel et la détermination des prix. Des représentations graphiques explicatives sont fournies dans la présentation précitée et annexée au présent procès-verbal.

Les achats de gaz naturel sont réalisés en bourse, où il est possible d'acquérir des volumes de gaz sous différentes conditions. Une première option est d'acheter le gaz nécessaire pour le lendemain sur le marché dit « spot ». Cependant, une telle approche n'est habituellement pas retenue alors que les prix sont susceptibles de varier et n'offrent pas une grande prévisibilité. Pour les achats à long terme, il est possible d'acheter des produits annuels, semi-annuels, trimestriels ou encore mensuels.

Les fournisseurs de gaz naturel effectuent leurs achats en fonction des besoins estimés et de leurs prévisions sur l'évolution des prix.

Le prix facturé aux consommateurs finals résulte de la stratégie d'achat des fournisseurs qui détermine les charges à supporter par ces derniers.

Au cours de la présentation, l'évolution des prix en bourse pour les différents produits est également abordée. Les représentations graphiques correspondantes sont reprises dans la présentation précitée.

À la fin de cette présentation, M. Claude Turmes souligne que la baisse actuelle du prix du gaz naturel ne représente pas nécessairement une évolution positive pour la sécurité de l'approvisionnement pour l'année 2023. En effet, ceci pourrait inciter l'industrie de recourir davantage et de nouveau au gaz naturel. Si les conditions météorologiques changent et si la demande en provenance de la Chine augmente, ceci pourrait causer des problèmes d'approvisionnement en vue de l'hiver 2023/24. Il y a dès lors lieu de rester très vigilant.

❖ **Demande du groupe CSV d'obtenir des informations sur les prix des trois fournisseurs de gaz**

Lors de la réunion du 6 octobre 2022, les représentants du groupe CSV ont demandé d'avoir accès aux informations concernant les prix des trois fournisseurs de gaz naturel. Cette demande a été réitérée par une lettre du 21 octobre 2022, signée par Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth.

Le jour de la présente réunion, M. le Ministre de l'Énergie a répondu à cette demande.

M. Claude Turmes se réfère, dans sa prise de position orale, à ce courrier et propose que la Commission spéciale invite les trois fournisseurs de gaz afin de pouvoir aborder leurs questions.

M. Gilles Roth (CSV) rappelle que son groupe politique souhaite obtenir les informations requises dans un souci de transparence étant donné que le législateur doit prendre une décision entraînant un engagement financier important de l'État.

M. Gilles Baum (DP) salue la proposition de M. le Ministre de l'Énergie.

- *La Commission spéciale décide d'inviter les trois fournisseurs de gaz à une prochaine réunion et d'adresser une demande correspondante à M. le Président de la Chambre de Députés afin d'obtenir l'autorisation de la Conférence des Présidents.*

❖ **Échange de vues**

Mme Martine Hansen (CSV) aimerait savoir comment le prix de 0,8325 euro par mètre cube a été déterminé.

Le représentant du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire explique qu'une moyenne pondérée des prix applicables en septembre pour les trois fournisseurs a été déterminée.

Suite à une question afférente de M. Gilles Roth (CSV), le représentant du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire indique que les marchés à la bourse prennent comme unité les mégawattheures alors que les consommateurs paient leur facture en mètres cubes. Étant donné qu'un mètre cube de gaz naturel représente approximativement onze kilowattheures, il y a lieu de diviser le prix par mètre cube par onze et de le multiplier par mille pour déterminer le prix par heure payé par le consommateur. Le prix plafonné à 0,8325 euro par mètre cube correspond dès lors à un prix de 75,6818 euros par mégawattheure.

M. Max Hahn (DP) observe que l'impact budgétaire des dispositions prévues par le projet de loi dépend, d'une part, de la stratégie d'achat des trois fournisseurs et, d'autre part, de l'évolution du prix du gaz naturel.

M. le Ministre de l'Énergie ajoute que le niveau de consommation pendant l'hiver aura également une influence sur l'impact budgétaire.

Au vu de l'engagement financier important, M. Gilles Roth (CSV) se demande si le Gouvernement ne devrait pas être activement impliqué dans les stratégies d'achat des fournisseurs de gaz afin de s'assurer que ces derniers agissent de manière responsable.

M. Dan Kersch (LSAP) donne à considérer que les représentants du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire manquent d'expérience puisqu'ils n'ont pas pour habitude

d'effectuer des achats de gaz naturel, de sorte qu'il y a lieu de s'interroger s'ils ont plus de compétence en ce domaine que les entreprises prenant de telles décisions au quotidien.

M. Claude Turmes confirme que les fournisseurs sont les acteurs ayant la meilleure compétence concernant les achats de gaz naturel. De plus, il y a lieu de s'interroger sur la responsabilité du Gouvernement s'il s'avère qu'une décision d'un agent du Ministère ait comme conséquence une augmentation de l'enveloppe budgétaire.

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Annexe

[1] Présentation préparée par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Procès-verbal approuvé et certifié exact



Loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals

Commission spéciale tripartite

27/10/2022



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'énergie



- Le projet de loi vise à limiter la hausse de prix du gaz à +15% par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 pour tous les clients disposant de compteurs d'un flux horaire maximal inférieur à 65 mètre cubes, ce qui inclut l'ensemble des clients résidentiels.
- Cet objectif est réalisé via une contribution financière de l'Etat au profit des clients finals. Cette contribution est mise à profit du client final par l'intermédiaire de son fournisseur de gaz et est calculée afin que le prix facturé corresponde au prix du gaz moyen de septembre 2022 augmenté de 15% (= prix plafonné).
- Le prix plafonné a été déterminé en formant la moyenne, pondérée par leur part de marché, des prix affichés pour le mois de septembre par les trois fournisseurs concernés (Electris, Enovos et Sudenergie) de leur offre de fourniture de gaz naturel souscrite par le plus grand nombre de leurs clients finals (offre de base).
- Le prix plafonné est de 0,8325 euros par mètre cube de gaz naturel consommé, hors frais d'utilisation du réseau et tous impôts et taxes en vigueur au jour de la facturation.



- Chaque fournisseur dresse mensuellement un état des frais résultant de l'application du prix plafonné à l'ensemble de ses clients éligibles.
- Cet état des frais indique les détails nécessaires pour permettre au ministre de contrôler le bien-fondé de cet état des frais.
- Chaque fournisseur transmet, au plus tard le dernier jour du mois, une demande d'acompte reprenant cet état des frais pour l'ensemble des montants déduits sur les factures au titre de la contribution financière.
- Si le bien-fondé de l'état des frais visé au paragraphe 1^{er} est avéré, le ministre procède au paiement dans les 30 jours.
- Chaque fournisseur dresse un décompte final sur l'ensemble des contributions financières appliquées dans ses factures et les acomptes perçus, qu'il transmet au ministre au plus tard le 30 juin 2024.



- Chaque fournisseur a l'obligation de s'approvisionner, nonobstant la contribution financière par l'Etat, de manière professionnelle et responsable et garantit l'établissement d'une offre de base à des prix raisonnables dépourvus de tout caractère excessif.
- Le régulateur peut demander à tout moment aux fournisseurs de justifier les conditions pécuniaires pour des fournitures destinées aux clients finals visés. A cette fin, les fournisseurs mettent à la disposition du régulateur toutes les pièces lui permettant d'apprécier le bien-fondé desdites conditions.
- Lorsque le régulateur constate une violation des obligations des fournisseurs prévues, il peut frapper le fournisseur concerné d'une ou de plusieurs sanctions définies.



➤ Combien d'économies puis-je faire par an grâce à cette contribution de l'Etat ?

➤ *Enovos*

➤ Appartement type 1000 m³

Avec mesure : 832,50€ Sans mesure : 1412,00€ Remise accordée par l'Etat : 580,20€

➤ Maison unifamiliale type 2500 m³

Avec mesure : 2081,25€ Sans mesure : 3530,00€ Remise accordée par l'Etat : 1450,50€



➤ Combien d'économies puis-je faire par an grâce à cette contribution de l'Etat ?

➤ *Sud Energie*

➤ Appartement type 1000 m³

Avec mesure : 832,50€ Sans mesure : 1715,10€ Remise accordée par l'Etat : 882,60€

➤ Maison unifamiliale type 2500 m³

Avec mesure : 2081,25€ Sans mesure : 4287,75€ Remise accordée par l'Etat : 2206,50€



➤ Combien d'économies puis-je faire par an grâce à cette contribution de l'Etat ?

➤ *Electris*

➤ Appartement type 1000 m³

Avec mesure : 832,50€ Sans mesure : 1714,00€ Remise accordée par l'Etat : 881,90€

➤ Maison unifamiliale type 2500 m³

Avec mesure : 2081,25€ Sans mesure : 4285,00€ Remise accordée par l'Etat : 2204,75€



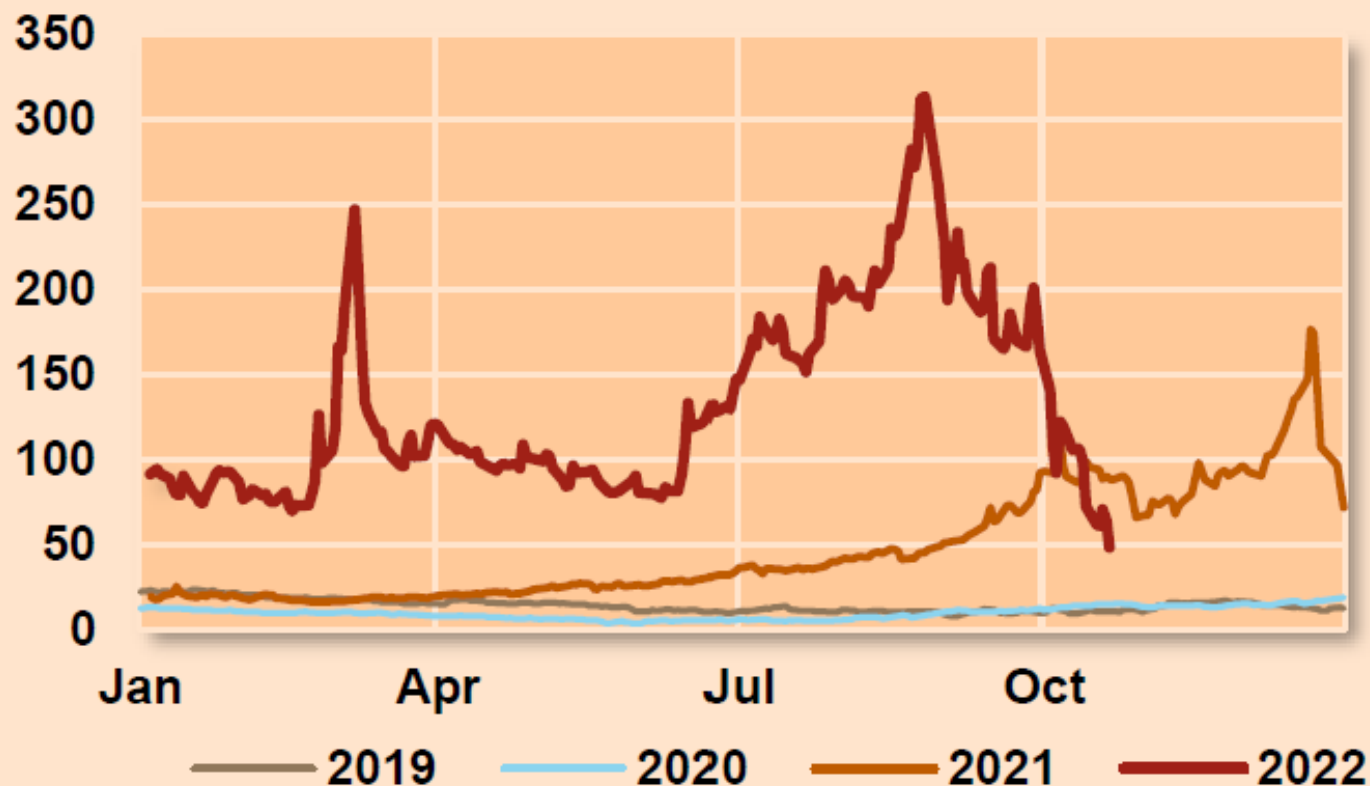
- Marché spot
- Produits annuels, semi-annuels, trimestriels, mensuels
- Structuration
- Portfolio



EEX THE Spot Market (€/MWh)

Daily Ref. Price

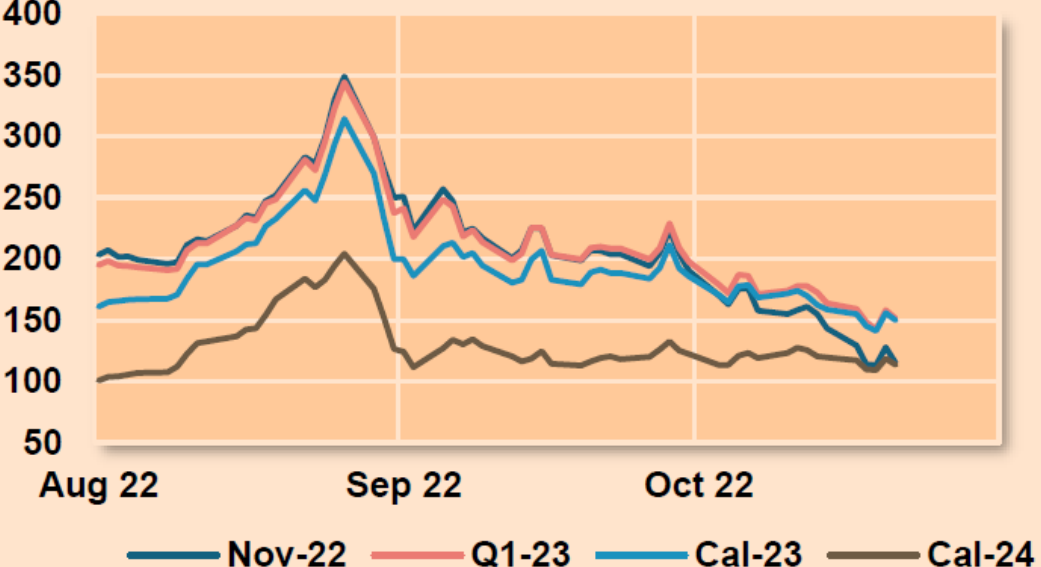
Price (21.10)	54.300
chg. 1d	-17.7%
chg. 1w	-22.4%
chg. 4w	-67.4%
avg. 2022 ³⁾	131.99
avg. 2021	47.44
avg. 2020	9.57
avg. 2019	14.05





EEX THE Futures (€/MWh)

delivery	price ¹⁾	chg. 1d ²⁾	chg. 1w	chg. 4w	
M	Nov-22	114.954	-10.1%	-19.7%	-43.6%
	Dec-22	145.300	-5.1%	-9.1%	-30.5%
Q	Q1-23	151.488	-4.4%	-7.4%	-27.4%
	Q2-23	147.950	-4.0%	-5.0%	-20.1%
S	Sum-23	147.756	-4.1%	-4.5%	-18.8%
	Win-23	146.716	-3.7%	-5.6%	-16.0%
Y	Cal-23	149.763	-4.1%	-5.6%	-20.6%
	Cal-24	113.544	-4.4%	-4.9%	-4.1%



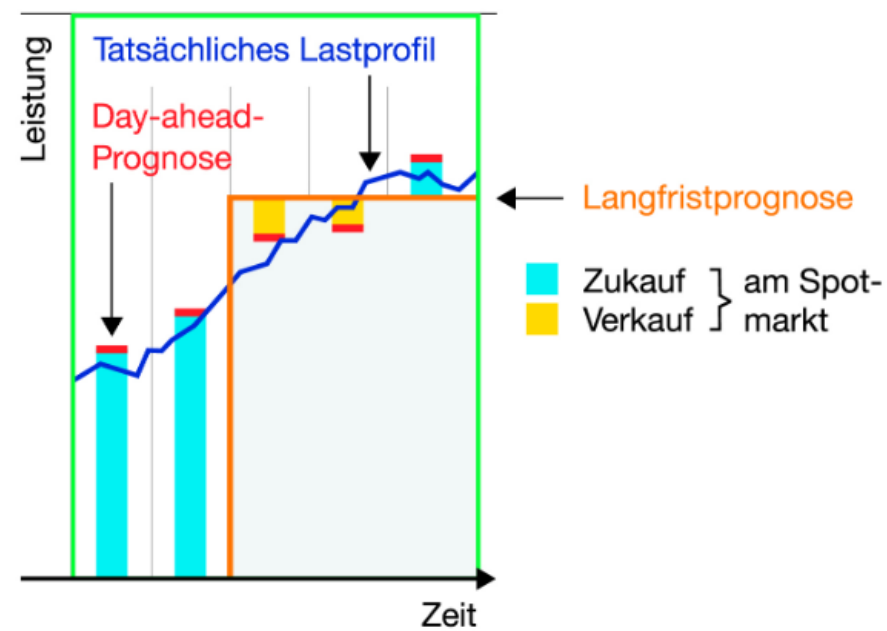
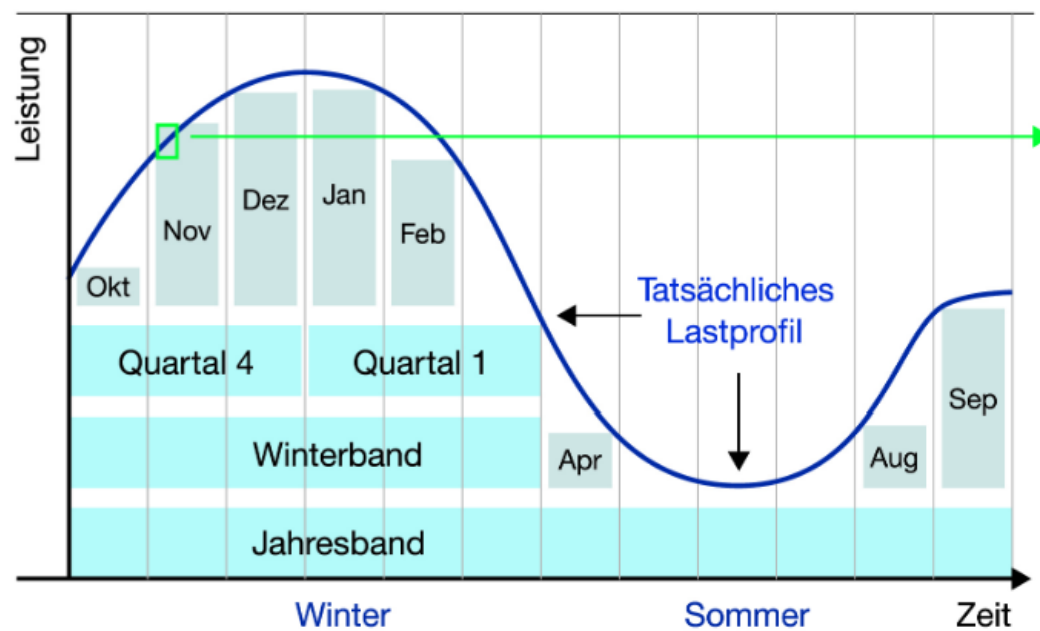


Gas Market Evolution (Forward Curve as of 17/10/2022)





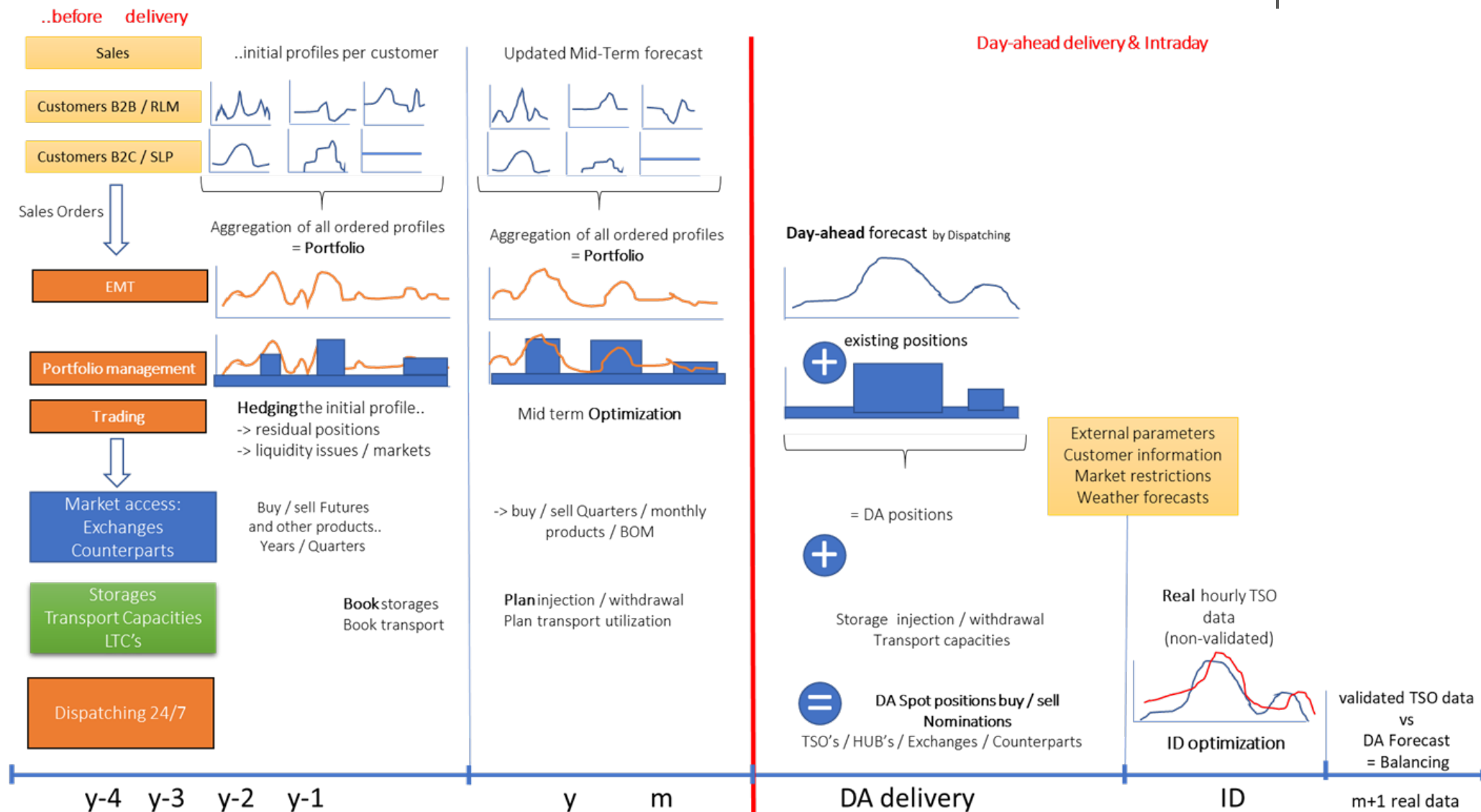
Beispielhafte Darstellung



Produits bourse gaz



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG





zesumme spueren
ZESUMMENHALEN





Wéi spueren ech Energie doheem?

zesumme spueren
ZESUMMENHALEN



Ech stellen d'Temperatur jee no Raum op 17-20 °C.



Ech benotze manner waarmt Waasser.



Ech iwwerpréiwe meng Dauerverbraucher (Frido, Tifküler, asw).

Ech maache mat zesumme-spueren.lu ☎ +352 86 902



Logo Placeholder

Wéi spueren ech Energie um Büro?

zesumme spueren
ZESUMMENHALEN



Ech reduzéieren d'Belichtung op e Minimum.



Ech stellen d'Heizung op maximal 20 °C.



Ech schalten alles aus wat net muss u bleiwen (Computer, Printer, asw).

Ech maache mat zesumme-spueren.lu ☎ +352 86 902



Logo Placeholder

Wéi spueren ech Energie an der Schoul?

zesumme spueren
ZESUMMENHALEN



Ech reduzéieren d'Belichtung op e Minimum.



Ech stellen d'Heizung op maximal 20 °C.



Ech stousslëften an evitéieren dauerhaft gekippte Fënsteren.

Ech maache mat zesumme-spueren.lu ☎ +352 86 902



Logo Placeholder

Wéi spueren ech Energie bei der Heizung?

zesumme spueren
ZESUMMENHALEN



Ech entlëfte mäin Heizkierper.



Ech loosse bei der Maintenance en Heizungscheck maachen.



Ech lëften nëmme kuerz a maachen d'Heizung während deem aus.

Ech maache mat zesumme-spueren.lu ☎ +352 86 902



Logo Placeholder



Merci ! Questions ?



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'énergie